



**PRÉFÈTE
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Arrêté préfectoral complémentaire n°12-2026-01-06-00001 du 6 janvier 2026.
portant modifications de prescriptions applicables à l'installation exploitée par la société
BLANC AERO INDUSTRIES sur le territoire de la commune de La Rouquette

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565.
- VU** l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 02 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2940 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 autorisant la société BLANC AERO INDUSTRIES à exploiter des installations de traitement de surface sur la commune de la Rouquette ;

- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 août 2017 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 susvisé ;
- VU** les porter-à-connaissance de la société BLANC AERO INDUSTRIES, reçus en juillet 2022, janvier 2025, mai 2025 et novembre 2025 ;
- VU** l'évaluation des risques sanitaires de novembre 2025 fournie par l'exploitant ;
- VU** les demandes d'adaptation de prescriptions jointe au porter-à-connaissance de mai et novembre 2025 susvisés ;
- VU** l'avis émis par le SDIS de l'Aveyron en date du 24 juin 2025 complété par les courriels du 18 et 20 novembre 2025 ;
- VU** l'avis émis par le Service biodiversité eau et forêt de la DDT de l'Aveyron concernant la gestion des eaux pluviales de l'établissement BLANC AERO INDUSTRIES, reçu le 05 juin 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 09 décembre 2025 ;
- VU** la communication du projet d'arrêté préfectoral à la connaissance de la société BLANC AERO INDUSTRIES, le 20 novembre 2025, et les observations signalées par l'exploitant.

CONSIDÉRANT que les demandes de la société BLANC AERO INDUSTRIES visant à modifier les valeurs limites d'émissions pour certains paramètres de ces rejets aqueux et atmosphériques sont jugées acceptables par les services de la DREAL ;

CONSIDÉRANT que le classement administratif des installations classées exploitées par la société BLANC AERO INDUSTRIES nécessite d'être mis à jour au vu des évolutions des activités de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'établissement liées au projet VDR3 n'entraînent pas d'évolutions significatives des impacts environnementaux et sanitaires sur l'environnement et d'évolutions significatives des dangers ;

CONSIDÉRANT que le caractère non substantiel des modifications apportées à l'installation a été apprécié selon les règles de l'autorisation environnementale prévues au R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les demandes de la société BLANC AERO INDUSTRIES visant à bénéficier d'aménagements aux dispositions de :

- l'article 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'article 2.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'article 2.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 02 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

CONSIDÉRANT que la société BLANC AERO INDUSTRIES s'est engagée à mettre en place des mesures compensatoires nécessaires à la prévention et à la lutte contre l'incendie ;

CONSIDÉRANT que ces mesures sont jugées acceptables par le SDIS ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 512-52 du code de l'environnement, le Préfet statue par arrêté aux demandes de modifications de prescriptions applicables à l'installation et déposées par le déclarant ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés et les prescriptions du présent arrêté préfectoral sont de nature à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture du département de l'Aveyron ;

- ARRÊTÉ -

Article 1: Nomenclature

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 portant autorisation d'exploitation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement est, dès la notification du présent arrêté, remplacé par le tableau de classement actualisé ci-après :

Rubrique	Installations et activités concernées	Volume de l'activité	Régime
4110-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 250 kg (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg (DC)</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 20 t</p>	7300 kg	A (SB)
4120-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (D)</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</p>	1040kg	D
4130 -2	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (D)</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</p>	20 200 kg	A
2565-1.a	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.</p> <p>1. Lorsqu'il y a mise en œuvre de :</p> <p>a) Cadmium (E)</p>	3180 l	E
2565-1.b	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.</p> <p>1. Lorsqu'il y a mise en œuvre de :</p> <p>b) Cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l</p>	5050 l	E
2565-2.a	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou</p>	16 810 l	E

Rubrique	Installations et activités concernées	Volume de l'activité	Régime
	chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l (E) b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l (DC)		
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW (E) 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW (DC)	4 800 kW	E
4110-1	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 1 t (A) b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t (DC) Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 20 t	500 kg	DC
1185-2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	1133 kg	DC
2564-2	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 2. Pour les procédés sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	2600 l	DC
2565-3	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements (DC)		DC
2562	Chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus Le volume des bains étant : 1. Supérieur à 500 l (A) 2. Supérieur à 100 l, mais inférieur ou égal à 500 l (DC)	400 l	DC
2563	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1. Supérieure à 7 500 l (E) 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à	1220 l	DC

Rubrique	Installations et activités concernées	Volume de l'activité	Régime
	7 500 l (DC)		
2565-4	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 4. Vibro-abrasion, le volume total des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200l (DC)	960 l	DC
2940-2	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j (E) b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j (DC)	25 kg/j	DC
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages (DC)		DC
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	2331 kW	DC
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW (D)	57 kW	D
4140-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t (A) b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (D)	1,1 t	D

Rubrique	Installations et activités concernées	Volume de l'activité	Régime
	Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t		

L'établissement relève de la directive SEVESO III. L'établissement est seuil bas au sens de l'article R. 511-11 du code de l'environnement par dépassement direct du seuil SEVESO bas pour la rubrique 4110.2 et par dépassement de la règle des cumuls pour les critères dangers pour la santé.

Article 2 : Situation de l'établissement

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 est modifié comme suit :

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	N° parcelle	Lieu-dit
La Rouquette	ZB	75, 77, 80 et 89	ZA La Glèbe
Savignac	ZE	42	ZA La Glèbe

Article 3 : Rejets gazeux

L'article 2 «Rejets gazeux» de l'arrêté complémentaire du 04 août 2017 est supprimé.

Le tableau figurant à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 portant autorisation d'exploitation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, est, dès notification du présent arrêté, remplacé par le tableau de classement actualisé ci-après :

N° conduit	Nom conduit	Installations raccordées	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm ³ /h)	Vitesse mini d'éjection (m/s)	Caractéristiques	N° IMMO
1	T1	Forge	15	0,79	30 000	> 8	Chaussette filtrante	17001
4	T4	Cabine de peinture	10	0,8	8 500	> 8	Filtre papier, chaussette filtrante et charbon actif	17004
5	T5	Cabine de peinture	10	0,7	2 x 8 000*	> 8	Filtre papier, chaussette filtrante et charbon actif	17005
6	T6	Cabine de peinture	10	0,4	3 200	> 5	Filtre papier, chaussette filtrante et charbon actif	17006
7	T7	Forge	14	1,27	2 x 30 000*	> 8	Chaussette filtrante	19007
10	T10	Sablage	10	0,62	10 000	> 8	Filtres à manche	17010

N° conduit	Nom conduit	Installations raccordées	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm ³ /h)	Vitesse mini d'éjection (m/s)	Caractéristiques	N° IMMO
10 bis	T10 bis	Sablage	10	0,49	6 000	> 8	Filtres à manche	17002
14	T14	TDS acidobasique	19	1,12	37 000	> 8	Laveur de gaz	17014
15	T15	TDS Cyanure	10	0,4	4 800	> 5	Laveur de gaz	17015
41	T41	Process Cethyl	10	0,4	2 500	> 5	Charbon actif	17041
81	T7 VDR3	Forge VDR3	10	0,84	20 000	> 8	Chaussette filtrante	26081
82	T4 VDR3	Cabine de peinture VDR3	10	0,6	10 000	> 8	Filtre papier, chaussette filtrante et charbon actif	26082

N° conduit	Nom conduit	Installations raccordées	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm ³ /h)	Vitesse mini d'éjection (m/s)	Caractéristiques	N° IMMO
83	T6 VDR3	Cabine de peinture VDR3	10	0,6	10 000	> 8	Filtre papier, chaussette filtrante et charbon actif	26083
84	T5 VDR3	Paintcoater VDR3	10	0,6	10 000	> 8	Filtre papier, chaussette filtrante et charbon actif	26084
85	T14 VDR3	Traitement de surface Alodine/Detox VDR3	10	0,84	20 000	> 8	Laveur de gaz	26085
86	T14bis VDR3	Traitement de surface Décapage Titane VDR3	10	0,84	20 000	> 8	Laveur de gaz	26086
87	T10 VDR3	Sablage VDR3	10	0,53	8 000	> 8	Filtre à manche	26087

* Regroupement de deux conduits

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et des flux de polluants rejetés

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et des flux de polluants rejetés » est, dès la notification du présent arrêté, remplacé par les dispositions suivantes :

«

Article 3.2.3 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

1. à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
2. à une teneur en O₂ ou CO₂ éventuellement précisée dans les tableaux ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites définies aux articles ci-après.

Article 3.2.3.1 : Cabines de peinture : Conduits 4, 5, 6, 82, 83 et 84

Paramètres	VLE	Conduit T4	Conduit T5	Conduit T6	Conduits 82, 83, 84	Fréquence de l'auto-surveillance	Fréquence des mesures comparatives
Poussières	mg/Nm ³	10				-	Annuelle
	kg/j	0,68	1,28	0,26	0,8	-	
COVNM	mg/Nm ³	-				-	
	kg/j	38,91 kg/j				-	
		Voir Article - Schéma de Maîtrise des Emissions des COVNM					
N-Methyl-2-pyrolidone	mg/Nm ³	10	-	-	-	-	
	kg/j	-	-	-	-	-	
Formaldéhyde	mg/Nm ³	2				-	
	g/j	67,11	125	25	78,13	-	
Somme métaux totaux (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	mg/Nm ³	5				-	

À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique, décrites par la norme NF X 44-052, sont respectées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.

Le flux journalier est calculé sur la base d'émissions pendant une durée de 8 h pendant 365 jours.

Les peintures contenant des substances ou mélanges auxquels sont attribuées les mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F sont remplacés autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs et dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement possible et économiquement possible, l'exploitant tient à la disposition des l'inspection les justifications nécessaires.

Article 3.2.3.1 : Schéma de Maîtrise des Emissions des COVNM

Les conduits T4, T5, T6, T41, T4 VDR3 (Cabine de peinture VDR3), T6 VDR3 (Cabine de peinture VDR3) et T5 VDR3 (Paintcoater VDR3) font l'objet d'un Schéma de Maîtrise des Emissions (SME) des émissions de COVNM.

L'émission journalière cible de l'ensemble de ces rejets ne dépasse pas 38,91 kg/j.

Article 3.2.3.2 - Conduits 1, 7, 81 (Forges)

Paramètres	VLE	Conduit T1	Conduit T7	Conduit 81	Fréquence de l'auto-surveillance	Fréquence des mesures comparatives
Poussières	mg/Nm ³	100 mg/m ³ (si flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h) 40 mg/m ³ (si flux horaire supérieur à 1 kg/h)			-	Annuelle

Article 3.2.3.3 - Conduits 10, 10 bis, 87 (Sablage)

Paramètres	VLE	Conduit T10	Conduit T10 bis	Conduit 87	Fréquence de l'autosurveillance	Fréquence des mesures comparatives
Poussières	mg/Nm ³	10	10	10	-	Annuelle
	kg/j	2,4	1,44	1,92	-	
Nickel	mg/Nm ³	0,01	0,01	0,01	-	
	g/j	2,4	1,44	1,92	-	

Le flux journalier est calculé sur la base d'émissions pendant une durée de 24h pendant 365 jours.

Article 3.2.3.4 - Conduits 14

Paramètres	VLE	Conduit T14	Fréquence de l'autosurveillance	Fréquence des mesures comparatives
Acidité H+	mg/Nm ³	0,5	-	Annuelle
	g/j	450	-	
Fluorure d'hydrogène (HF)	mg/Nm ³	2	-	
	g/j	1775	-	
Chrome total	mg/Nm ³	1	-	
	g/j	890	-	
Chrome VI	μg/Nm ³	2	-	

Paramètres	VLE	Conduit T14	Fréquence de l'autosurveillance	Fréquence des mesures comparatives
	g/j	1,8	-	
Nickel	mg/Nm ³	0,01	-	
	g/j	8,8	-	
NOx (exprimés en NO2)	mg/Nm ³	100	-	
	kg/j	88,8	-	
SOx (exprimés en SO2)	mg/Nm ³	50	-	
	kg/j	44,4	-	
NH3	mg/Nm ³	30	-	
	kg/j	26,7	-	

Le flux journalier est calculé sur la base d'émissions pendant une durée de 24h pendant 365 jours.

Article 3.2.3.5 - Conduits 85 et 86 (TDS VDR3)

Paramètres	VLE	Conduits 85, 86	Fréquence de l'autosurveillance	Fréquence des mesures comparatives
Acidité H+	mg/Nm ³	0,5	-	Annuelle
	g/j	243,2	-	
Chrome total	mg/Nm ³	1	-	
	g/j	481	-	
Nickel	mg/Nm ³	0,01	-	
	g/j	4,8	-	
NOx (exprimés en NO2)	mg/Nm ³	100	-	
	kg/j	48	-	
SOx (exprimés en SO2)	mg/Nm ³	50	-	
	kg/j	24	-	
NH3	mg/Nm ³	30	-	
	kg/j	14,4	-	

Le flux journalier est calculé sur la base d'émissions pendant une durée de 24h pendant 365 jours.

Article 3.2.3.6 - Conduit 15 (Traitement de surface cyanures)

Paramètres	VLE	Conduit 15 4 800 m ³ /h	Fréquence de l'autosurveillance	Fréquence des mesures comparatives
Nickel	mg/Nm ³	0,01	-	Annuelle
	g/j	1,2	-	
Acide cyanhydrique (CN)	mg/Nm ³	1	-	
	g/j	115	-	
Alcalinité OH-	mg/Nm ³	10	-	
	g/j	1150	-	

Le flux journalier est calculé sur la base d'émissions pendant une durée de 24h durant 365 jours.
»

Article 5 : Rejets aqueux des effluents industriels

Le tableau « Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1 – Eaux industrielles après traitement station interne » figurant à l'article 4.3.9.1 « Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective » de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 susvisé, est, dès notification du présent arrêté, est modifiée comme suit :

Débit de référence	Journalier : 31 m ³ /jour	Moyen mensuel : 34 m ³ /jour	Continue	Trimestrielle
pH	5,5 à 9,5		Continue	Trimestrielle
Température	Inférieure à 30 °C		Continue	Trimestrielle
Conductivité	/		Continue	Trimestrielle
Paramètre	Valeur Limite Concentration (mg/l)	Valeur Limite Flux journalier (g/j)	Fréquence Auto-surveillance	Fréquence des mesures comparatives
DCO	2000	62 000	Mensuelle	Trimestrielle
MES	600	18 600	Mensuelle	Trimestrielle
DBO5	800	24 800	Mensuelle	Trimestrielle
Azote global	250	2000	Mensuelle	Trimestrielle
Phosphore total	10	310	Mensuelle	Trimestrielle
Hydrocarbures	10	310	Mensuelle	Trimestrielle
Zinc	0,8	25	Mensuelle	Trimestrielle
Cuivre	2	62	Mensuelle	Trimestrielle
	puis 0,15 mg/l à partir du 1 ^{er} janvier 2029	puis 4,65 g/j à partir du 1 ^{er} janvier 2029		
Etain	2	62	Mensuelle	Trimestrielle
Plomb	0,1	3,1	Mensuelle	Trimestrielle
Nickel	0,2	6,2	Mensuelle	Trimestrielle
Argent	0,5	15,5	Mensuelle	Trimestrielle
Chrome VI	0,05	1,55	Journalière	Trimestrielle
Chrome III	0,1	3,1	Mensuelle	Trimestrielle
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	5	155	Mensuelle	Trimestrielle

Cadmium	0,025	0,775	Journalière	Trimestrielle
Ion fluorure	15	435	Mensuelle	Trimestrielle
Cyanures libres	0,1	3,1	Journalière	Trimestrielle
Somme métaux totaux	15	435	Mensuelle	Trimestrielle

Article 6 : Gestion eaux pluviales

Le site est équipé d'un bassin étanche récupérant les eaux pluviales des bâtiments et voiries avant un rejet lissé par un débit de fuite de 15 l/s/ha soit 97,57 l/s.

Le volume d'eau pluviale a stocké correspond à une pluie d'occurrence trentennale.

Pour gérer cette pluie, un volume de stockage de 1437 m³ minimum est disponible .

Article 7 : Comportement au feu des bâtiments de l'extension « VDR3 »

Au sein de l'extension « VDR3 », les installations suivantes sont dotées de murs coupe-feu de degré 2 heures (voir Annexe 1 du présent arrêté) :

- Local TGBT et transformateur ;
- Local Peinture/Sablage (le mur Est est classé REI60) ;
- Local traitement de surface Décapage Titane ;
- Local traitement de surface Alodine + Détox ;
- Local sprinklage ;
- Local pompe ;
- Local compresseur.

Article 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 est modifié comme suit :

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
- de poteaux d'incendie publics implantés a proximité de l'établissement, à savoir :
 - PI n°2050051 (angle Nord/Ouest) ;
 - PI n°205034 (angle Nord/Est) ;
 - PI n°205033 (angle Sud/Ouest).
- d'une réserve d'eau de 240 m³ située à l'angle Sud/Est du bâtiment de production avec des raccords pompiers ;
- d'une réserve incendie (bassin étanche) de 656 m³ située à l'angle Nord/Ouest équipé de 6 colonnes fixes d'aspiration de 1001 mm de diamètre avec raccords sapeur pompiers et 3 aires d'aspiration de 8mx4m ;
- un bassin étanche de 450 m³ aménagé avec des raccords sapeurs pompiers ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des

dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie dans l'ensemble des ateliers de type « sprinkler » alimenté par deux réserves d'eau de 611 m³ et 54 m³ ;
- d'une cabine d'inertage sur l'ensemble de la chaîne de décapage titane (bains de sel fondu) protégeant les bains du risque d'aspersion d'eau en cas de sprinklage ;
- d'un rideau d'eau sur la largeur du bâtiment entre les ateliers existants et l'exclusion « VDR3 » (voir article Rideau d'eau).

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les besoins en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir au sein de l'établissement doivent être a minima de 480 m³/h pendant une durée minimale de deux heures soit un total de 960 m³ (application de la règle D9).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de démontrer que le débit horaire précité peut être mobilisé en toutes circonstances.

Article 9 : Rideau d'eau

Afin de limiter le besoin en eau d'extinction, un rideau d'eau (double rideau d'eau sur la largeur du bâtiment) est positionné entre la surface existante et l'extension « VDR3 ».

Le rideau d'eau respecte la norme « Référentiel APSAD R1 Extinction automatique à eau de type sprinkleur » avec un fonctionnement de deux heures.

Le rideau est alimenté par une cuve de 240 m³ qui permet de délivrer un débit de 110 m³/h pendant deux heures.

Le système est installé dans un local dédié avec la mise en place d'un groupe motopompe diesel garantissant le fonctionnement du rideau d'eau pendant une durée de deux heures.

L'alimentation électrique assure la mise en route du groupe motopompe. En cas de coupure de l'alimentation électrique, une batterie de secours assure le démarrage du groupe motopompe.

Article 10 : Besoin en eau d'extinction – Surpresseur

Afin de disposer d'1/3 des besoins en eau sous pression, l'exploitant installe un surpresseur sur ses réserves fixes.

Article 11 : Confinement des eaux d'extinction incendie

L'alinéa IV de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 est modifié comme suit :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toutes pollutions des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le volume nécessaire à ce confinement est estimé à 1 870 m³ (méthode D9A).

La rétention des eaux incendie est assurée sur le site par un bassin mixte de tamponnement des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction de 3 443 m³ équipé d'une vanne de barrage.

Le dispositif d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site est asservi au déclenchement du sprinkler et de la détection incendie mais reste actionnable manuellement en toute circonstances.

Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être maintenus en état de marche, signalées et facilement accessibles.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Article 12 : Tranche VDR3 - Demandes d'aménagements et mesures compensatoires

En ce qui concerne le comportement au feu des bâtiments pour les installations IVD (rubrique 2565-3), les fours thermiques (rubrique 2561) et l'atelier de peinture (rubrique 2940) l'exploitant bénéficie d'aménagements aux dispositions de :

- article 2.4.1 de l'Annexe I de l'Arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 : les installations ne sont pas implantées dans des locaux murs et planchers hauts REI 120 ;
- article 2.4 de l'Annexe I de l'Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 : les installations ne sont pas implantées dans des locaux murs et planchers hauts REI 120 ;
- article 2.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 02 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : l'ossature de l'installation a un degré coupe-feu inférieur à 30 min.

Afin de limiter le risque incendie, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

- Extinction automatique par sprinkler de l'ensemble des ateliers de production ;
- Détection incendie dans les ateliers de production ;
- Absence de matières combustibles stockées à proximité des machines ;
- Présence d'extincteurs automatiques sur les machines contenant plus de 200 litres d'huiles ou présentant la formation de brouillard d'huile inflammable ;
- Personnel formé à l'utilisation des installations et à la mise en œuvre et au maniement des moyens de secours ;
- Réalisation périodique d'exercices incendie ;
- Maintenance préventive sur les installations IVD et les fours thermiques ;
- Mise sous vide et inertage à l'azote des fours ;
- Détection de fuite sur tous les fours pour empêcher une entrée d'air ;
- Contrôles périodiques relatif aux équipements sous pression.

Article 13 : Mise à jour étude de danger et plan d'opération interne

Afin de prendre en compte l'extension du site dite « VDR3 », l'exploitant met à jour son étude de danger et son POI avant le 1^{er} janvier 2026.

Article 14 : Auto-surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois après la mise en service de la tranche « VDR3 » par un organisme qualifié.

Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 mai 2015.

Article 15 : Délais et voie de recours

En application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente (tribunal administratif de Toulouse) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision (BLANC AERO INDUSTRIES, 305, rue de la Murette, ZA de la Glèbe, 12 200 La Rouquette), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 16 : Exécution

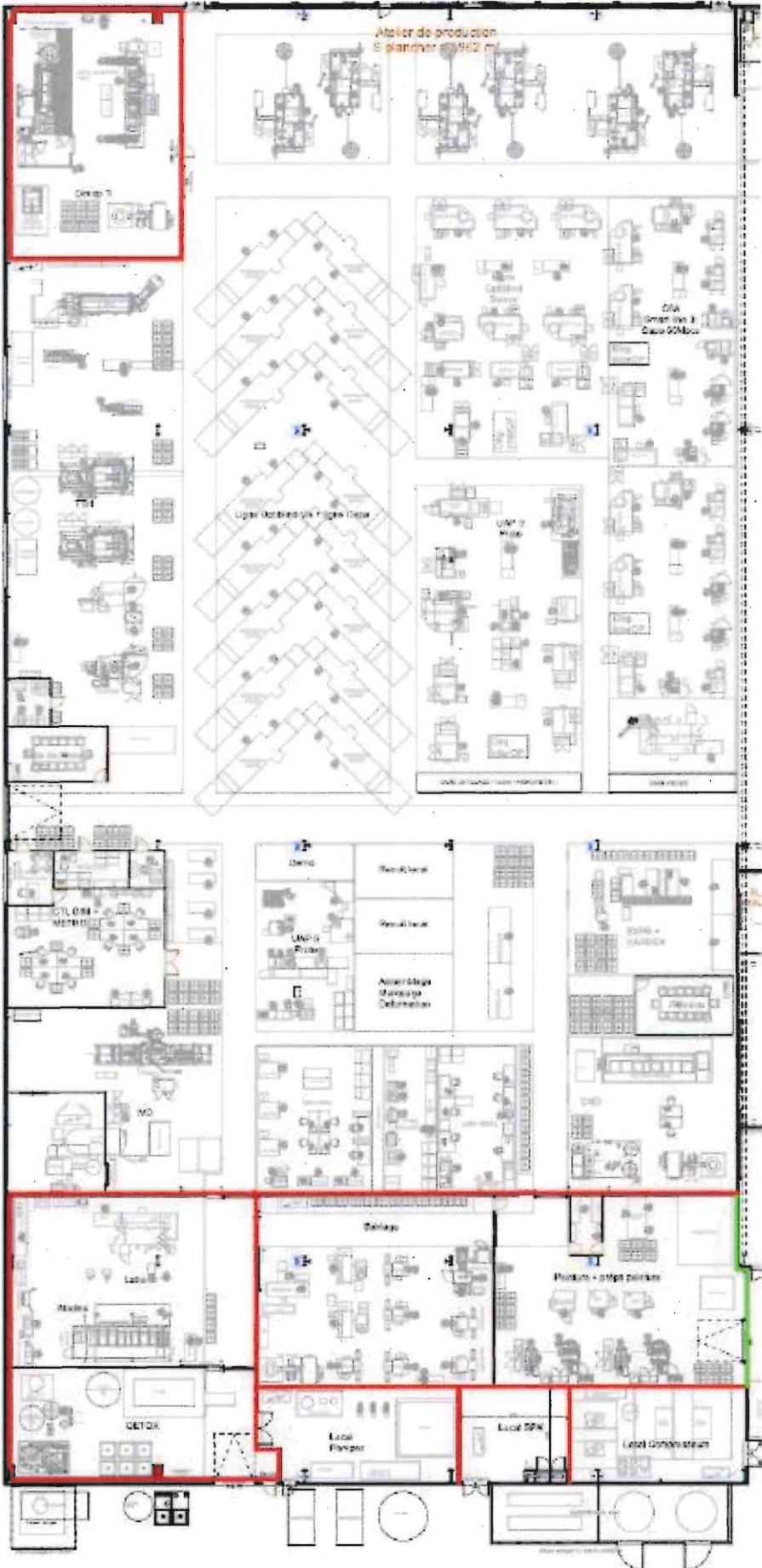
La Secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le Maire de la commune de La Rouquette, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BLANC AERO INDUSTRIES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron.

Fait à Rodez, le - 6 JAN. 2026

La Préfète


Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD

Annexe 1 : Dispositions constructives de l'extension VDR3



LEGENDE

- Mur maçonné CF 2H
— Mur maçonné CF 1H